



# **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/94  
de prescriptions complémentaires relatif aux garanties financières  
de la carrière à ciel ouvert de calcaires autorisée au bénéfice de la société  
CMJC sur le territoire de la commune  
de JOUY-LE-CHATEL (77970) (0006501299)**

**VU** le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement » ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté interministériel du 8 juillet 2022 portant nomination d'une directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°23/BC/162 du 26 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières,

**VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2019/10/DCSE/BPE/M du 10 septembre 2019 portant autorisation à la société Carrières et Matériaux de Jouy-le-Châtel (CMJC) pour poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaires et poursuivre l'exploitation d'une installation de traitement sur le territoire de la commune de Jouy-le-Châtel (77970) pour une durée de 30 ans ;

**VU** le rapport 232557 du 6 novembre 2023 par lequel l'inspection des Installations Classées constate que les paramètres permettant de déterminer les montants de référence des garanties financières de la carrière de POIGNY ne sont pas respectés ;

**VU** le courrier préfectoral du 12 juillet 2024, transmis à la société CMJC relatif à la procédure contradictoire dans le cadre du projet d'arrêté de prescriptions complémentaires relatif aux montants de référence des garanties financières ;

**VU** le Mail du 15 juillet de la société CMJC confirmant l'absence d'observation hormis une coquille qui a été corrigée ;

**CONSIDÉRANT** que des non-conformités vis-à-vis des garanties financières ont été mises en évidence lors de la visite d'inspection du 02 novembre 2023;

**CONSIDÉRANT** les éléments apportés par la société CMJC ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

## **ARRÊTE**

### **Article premier :**

L'arrêté préfectoral n° 2019/10/DCSE/BPE/M du 10 septembre 2019 portant autorisation la société Carrières et Matériaux de Jouy-le-Châtel dont le siège social est situé 90, avenue Henri Dunant 77109 Meaux, pour poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière de calcaires et poursuivre l'exploitation d'une installation de traitement sur le territoire de la commune de Jouy-le-Châtel (77970) pour une durée de 30 ans est modifié en ce qui concerne les garanties financières comme précisé en annexe.

### **Article 2 : Sanctions**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

### **Article 3 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 4 : Information dans l'établissement**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

### **Article 5 : Information des tiers**

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 6 : Notification et exécution**

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Provins,
- le Maire de Jouy-le-Châtel,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.  
Une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le 15 juillet 2024

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

La Directrice empêchée,

La cheffe de l'Unité Départementale  
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

### **Destinataires d'une copie par mail :**

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Provins
- le Maire de Jouy-le-Châtel

### **Délais et voies de recours :**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux. Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).



## **ANNEXE**

**à l'arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/94 du 15 juillet 2024**

de prescriptions complémentaires concernant les garanties financières de la carrière d'argiles et de calcaires de la société CMJC située sur le territoire de la commune de JOUY-LE-CHATEL

## TABLE DES MATIÈRES

<b>CHAPITRE 1 - CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION.....</b>	<b>3</b>
ARTICLE 1.1 - ACTES ANTÉRIEURS.....	3
<b>CHAPITRE 2 - GARANTIES FINANCIÈRES.....</b>	<b>3</b>
ARTICLE 2.1 - MONTANTS DE RÉFÉRENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	3
ARTICLE 2.2 - CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	4
ARTICLE 2.3 - RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	5
ARTICLE 2.4 - ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	5
ARTICLE 2.5 - MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	5
ARTICLE 2.6 - ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES.....	6
ARTICLE 2.7 - APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES.....	6
ARTICLE 2.8 - DOCUMENT À TRANSMETTRE CONCERNANT LE SUIVI DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	6

## CHAPITRE 1 - CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION

### ARTICLE 1.1 - ACTES ANTÉRIEURS

Références des actes administratifs antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées
Arrêté préfectoral n° 2019/10/DCSE/BPE/M du 10 septembre 2019 portant autorisation de poursuite et extension de poursuite d'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaires sur le territoire de la commune de JOUY-LE-CHATEL (77970) des installations de traitement jusqu'en 2049 au bénéfice de la société CMJC	Les prescriptions du chapitre 8 relatif aux garanties financières sont remplacées par celles du chapitre 2 du présent arrêté de prescriptions complémentaires à compter de la notification du présent Arrêté Préfectoral

## CHAPITRE 2 - GARANTIES FINANCIÈRES

### ARTICLE 2.1 - MONTANTS DE RÉFÉRENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES

Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant. Elles ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par les activités de la carrière et les installations, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale.

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

A compter de la notification du présent arrêté préfectoral, les montants de référence des garanties financières TTC sont établis comme suit :

Périodes	S1 (ha)	S2 (ha)	S3 (ha)	Montant de référence Cr (euros)
De la date de notification du présent AP au 10/09/2028	11,14	11,28	0,89	758 151
Du 10/09 2028 au 10/09/2033	11,58	11,29	0,51	758583
Du 10/09/2033 au 10/09/38	11,36	9,01	0,44	671 756
Du 10/09/2038 au 10/09/2043	9,14	6,21	0,6	512 900
Du 10/09/2043 au 10/09/2049	9,14	6,21	0,6	512 900

Le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière est déterminé selon les dispositions suivantes.

La formule de calcul utilisée pour déterminer le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière à ciel ouvert est la formule n°2 pour les « carrières en fosse ou à flanc de relief » proposée par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des



garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées :

$$C_R = \alpha \times (S1 \times C1 + S2 \times C2 + S3 \times C3)$$

avec :

- $C_R$  : montant de référence des garanties financières pour la période considérée ;
- S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement ;
- S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau définitive et des surfaces remises en état ;
- S3 (en m) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.
- Coûts unitaires (TTC) :
  - C1 : 15 555 €/ha ;
  - C2 : 36 290 €/ha (pour les 5 premiers hectares)
  - C3 : 17775 €/ha ;

et :

$$\alpha = \frac{\text{Index}}{\text{Index}_0} \times \frac{(1 + \text{TVA}_R)}{1 + \text{TVA}_0} = 1,38$$

avec :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par le présent arrêté, soit l'indice TP01 d'avril 2024 = **130,3** × 6,5345 (coefficient de raccordement) = **851,4** ;
- $\text{Index}_0$  : indice TP01 de mai 2009, soit 616,5 ;
- $\text{TVA}_R$  : taux de TVA applicable lors de l'établissement du présent arrêté, soit 0,20 ;
- $\text{TVA}_0$  : taux de TVA applicable en janvier 2009, soit 0,196.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés dans le tableau ci-dessus.

## **ARTICLE 2.2 - CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet un document attestant la constitution de garanties financières.

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.



### **ARTICLE 2.3 - RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant la date d'échéance des garanties financières, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susmentionné.

### **ARTICLE 2.4 - ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susmentionné, et atteste de cette actualisation auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice TP01 ;
- lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, et ce dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressée au préfet.

Le montant des garanties financières est actualisé selon la formule suivante :

$$C_n = C_R \times \frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_R} \times \frac{(1 + \text{TVA}_n)}{1 + \text{TVA}_R}$$

avec :

- $C_R$  : le montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau de l'article 9.1 de la présente annexe ;
- $C_n$  : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- $\text{Index}_n$  : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- $\text{Index}_R$  : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par le présent arrêté, soit l'indice TP01 d'avril 2024 publié en juin 2024 =  $130,3 \times 6,5345$  (coefficient de raccordement) = 851,4 ;
- $\text{TVA}_n$  : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- $\text{TVA}_R$  : taux de la TVA applicable à l'établissement du présent arrêté, soit 0,20.

Les indices TP01 sont consultables sur le site Internet de l'Insee.

### **ARTICLE 2.5 - MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toute modification des modalités de constitution des garanties financières ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification

du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

#### **ARTICLE 2.6 - ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES**

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II du même article L.171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

L'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement de la carrière et des installations, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de cette suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **ARTICLE 2.7 - APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES**

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations de remise en état du site, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable.

#### **ARTICLE 2.8 - DOCUMENT À TRANSMETTRE CONCERNANT LE SUIVI DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année N+1 un plan topographique indiquant les valeurs maximales des surfaces S1, S2 et L de l'année N et le périmètre précis de chacune des surfaces.